

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Information Mgmt/Info Tech Projects Div II/Division
des projets de Gestion de l'Information/Technologie de
l'Information II
Portage III 12C1 - 11 Laurier St
Portage III 12C1 - 11, rue Laurier
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS PROF SERVICES - AIT PROJECT		
Solicitation No. - N° de l'invitation W6381-150009/B		Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W6381-150009		Date 2015-07-13
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XT-006-29290		
File No. - N° de dossier 006xt.W6381-150009	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-07-24		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dicaire, Mario		Buyer Id - Id de l'acheteur 006xt
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-8452 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6381-150009/B

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

006xt

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6381-150009

File No. - N° du dossier

006xtW6381-150009

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Voir questions et réponses ci-inclus

DEMANDE DE SOUMISSIONS N° W6381-150009/B
MODIFICATION 001

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires et à modifier les clauses d'intégrité qui sont entrées en vigueur le 3 juillet 2015.

1) Questions et réponses

Q1. Objet : 4.3 Évaluation financière c) (ii. B.) Évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes

Une méthode de sélection de 70/30 est utilisée dans le cadre de cette DP. Nous croyons donc que le MDN recherche une combinaison des meilleurs taux et de la meilleure note technique permettant d'assurer que les entreprises peuvent fournir des candidats qualifiés. Toutefois, la méthode d'évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes utilisée et la pondération de 30 % des aspects financiers incitent les entreprises à offrir des taux excessivement bas, étant donné qu'elles seront évaluées par rapport à la limite inférieure de la bande. Cela accroît le risque pour l'État que le soumissionnaire retenu ne soit pas en mesure de fournir les ressources qualifiées selon les taux proposés, même s'il peut justifier ceux-ci.

Par conséquent :

Est-ce que l'État envisagerait de remplacer cette méthode par la méthode de la bande médiane qui est plus couramment utilisée dans le cadre des DP pour des SPICT similaires au présent besoin. Dans cette méthode, les taux des soumissionnaires qui proposent des taux inférieurs à la limite inférieure de la bande seront évalués par rapport au taux médian, et non par rapport à la limite inférieure de la bande. Ci-dessous figure un exemple de cette méthode d'évaluation.

c) **Évaluation financière – Méthode A** : La méthode suivante sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugés recevables :

i) **Calculs financiers** : L'évaluation financière sera effectuée à partir des tableaux d'établissement des prix fournis par les soumissionnaires et de la méthode d'évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes expliquée ci-dessous. On effectuera des calculs financiers pour chaque soumissionnaire en multipliant les taux fermes quotidiens pour la période initiale du contrat et les périodes d'option (ou le taux médian, la valeur la plus élevée étant retenue) par le nombre prévu de jours de travail pour chaque période, dans toutes les catégories de personnel énoncées dans le document joint 4.2. La somme de ces taux représente le prix évalué de la soumission pour ce soumissionnaire.

ii) **Évaluation de la médiane des taux quotidiens fermes**

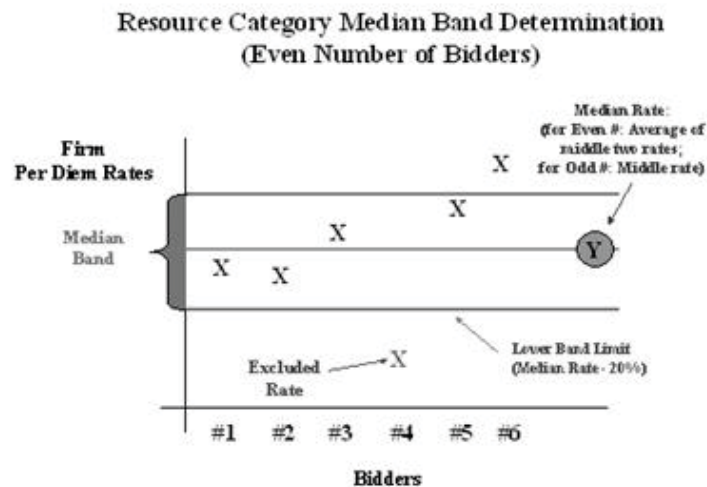
A) Utilisation : La médiane des taux quotidiens fermes servira à modifier le taux à évaluer lors de l'évaluation financière d'un soumissionnaire, lorsqu'un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une catégorie de ressource qui est inférieur à la limite inférieure de la bande établie selon le calcul ci-après. Le calcul de la médiane des taux quotidiens fermes est effectué aux fins d'évaluation seulement, et le taux quotidien réel soumis sera utilisé dans tout contrat subséquent dans tous les cas.

B) Calcul des médianes pour la période initiale du contrat et les périodes d'option : Un taux médian sera calculé pour chaque catégorie de ressource à l'aide du taux quotidien proposé pour chaque ressource

DEMANDE DE SOUMISSIONS N° W6381-150009/B
MODIFICATION 001

individuelle pour la période initiale du contrat et pour chacune des périodes d'option. Pour chaque catégorie de personnel, le taux médian sera calculé au moyen de la fonction médiane de Microsoft Excel. Une limite inférieure de la bande sera calculée pour chaque catégorie de ressource et correspondra à une fourchette portant sur la médiane jusqu'à concurrence d'une valeur de moins (-) 20 % du taux médian. Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une catégorie de personnel, qui est inférieur à la limite inférieure de la bande, la proposition financière de ce soumissionnaire sera évaluée à l'aide du taux quotidien de la limite inférieure de la bande médiane pour cette catégorie de personnel.

- C) **Exemple :** Le diagramme suivant est une représentation du calcul de la bande médiane pour une seule catégorie de personnel. Ce diagramme indique la bande médiane et les taux quotidiens du personnel inclus et exclu.



Dans le présent exemple de catégorie de ressource où l'on utilise le calcul de la médiane des taux quotidiens, si le taux médian, désigné comme (Y), est de 591,50 \$, la limite inférieure de la bande serait de moins (-) 20 % de 591,50 \$, ou 473,20 \$.

Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour cette catégorie qui est inférieur à 473,20 \$, la proposition financière de ce soumissionnaire pour cette catégorie de personnel sera évaluée à l'aide du taux quotidien de 591,50 \$.

Si ce soumissionnaire propose un taux quotidien ferme de 400 \$ pour cette catégorie de ressource, et que ce soumissionnaire devient l'entrepreneur retenu, le taux quotidien ferme de 400 \$ qu'il a proposé originalement sera inclus dans le contrat.

DEMANDE DE SOUMISSIONS N° W6381-150009/B
MODIFICATION 001

R1. Le Canada a examiné la demande et l'exigence demeure inchangée.

Q2. Objet : À la Partie 1 – Généralités, 1.4 Conflit d'intérêt – Avantage injuste, l'État indique ce qui suit :

MDN et l'équipe du DPBSM TIA, prévoit le déploiement d'un projet comportant plusieurs étapes sur plusieurs années. Dans le cadre du contrat qui sera attribué en vertu du présent processus de sollicitation, qui est la phase initiale du projet, l'entrepreneur devra aider le MDN et l'équipe du DPBSM TIA, dans l'élaboration des besoins pour le processus à venir de demandes de soumissions prévues dans le cadre du projet multi phase.

Afin de protéger l'intégrité des prochains processus de demande de soumissions, on rappelle aux soumissionnaires que le Canada, sous les instructions devant être inclus dans les prochains processus d'invitation à soumissionner, peut rejeter toute soumission dans tous les prochains processus d'invitation à soumissionner en vertu de ce projet multi phase [...]

Afin qu'ils puissent évaluer la clause relative aux conflits d'intérêts de façon exacte, les fournisseurs doivent connaître les phases associées aux demandes de soumissions prévues prochainement. Le cas échéant, ils ne seront pas en mesure d'évaluer l'incidence de cette clause sur les possibilités d'affaires futures dans le cadre du projet. Est-ce que l'État pourrait décrire la portée et l'importance des phases supplémentaires ainsi que les exigences prévues relativement aux ressources contractuelles, et ce pour chaque phase?

R2. La phase actuelle des travaux entamés par l'équipe de projet permettra de déterminer l'importance, la portée et les exigences du projet à phases multiples. Pour le moment, ces renseignements ne sont pas suffisamment connus pour répondre à cette question.

Q3. Objet : Sous Modélisateur de données/Modélisateur en GI – Critères d'évaluation technique cotés – C.2, l'État demande ce qui suit :

Plus de 12 mois d'expérience avec une ou plusieurs des technologies suivantes au cours des quatre-vingt-seize (96) derniers mois précédant l'affichage de la présente demande de soumissions :

- ☐ *Microsoft Access*
- ☐ *SQL MS*
- ☐ *Oracle*
- ☐ *Oracle CASE ou Oracle Designer*
- ☐ *Oracle Financials*
- ☐ *Serveur SQL*
- ☐ *SQL BI et SQL Reporting*

À l'exception d'Oracle Financials, toutes les technologies énumérées dans cette exigence sont des bases de données. L'État pourrait-il envisager de supprimer Oracle Financials de l'exigence ou d'allouer l'ensemble des points pour l'expérience avec 6 des 7 technologies?

R3. Le Canada ne modifiera pas cette exigence.

DEMANDE DE SOUMISSIONS N° W6381-150009/B
MODIFICATION 001

Q4. La partie 5 – Attestations, 5.2 Services professionnels – Ressources, indique ce qui suit :

Pour les contrats d'une valeur estimative de 400 000 \$ ou moins SEULEMENT, les clauses suivantes s'appliquent :

- i. *À la suite d'une vérification par l'autorité contractante, si le contrat est attribué dans un délai de 30 jours suivant la date de clôture des soumissions, la ressource proposée doit être disponible pour fournir les services demandés dans le cadre du contrat. Si on détermine que la ressource proposée n'est plus disponible, l'entrepreneur admissible suivant dans le classement des soumissions obtiendra le contrat.*

Puisque la présente demande de soumissions a été diffusée dans le cadre du volet 2 des SPICT, ce qui indique une valeur contractuelle potentielle de plus de 2 millions de dollars, l'État peut-il préciser l'énoncé ci-dessus? Il est clairement indiqué dans la demande de soumissions que les ressources seront fournies sur demande pendant la durée du contrat. Cet énoncé prête donc à confusion en ce qui a trait à une demande de soumissions pour le volet 2 des SPICT.

- R4. La section relative aux attestations constitue un modèle normalisé utilisé pour plusieurs types de DP. Étant donné qu'il s'agit d'une demande de soumissions pour le volet 2 (valeur estimative de plus de 400 000 \$), la section à laquelle vous faites référence ne s'applique pas au présent besoin.

Q5. Document joint 2 – Critères d'évaluation technique obligatoires et cotés

Dans les grilles des critères d'évaluation technique obligatoires et cotés pour l'architecte-conseil de l'organisation et le modélisateur de données/modélisateur en GI, la section « Réponse du soumissionnaire » comporte deux colonnes intitulées « Justification de la conformité technique » et « Référence à des documents supplémentaires dans la soumission ». Est-ce que l'État pourrait préciser si tous les renseignements doivent être fournis dans la grille ou serait-il acceptable d'indiquer des renvois à l'information figurant dans le curriculum vitæ de la ressource?

- R5. La colonne intitulée « Justification de la conformité technique » doit comprendre les renseignements exigés et la colonne intitulée « Référence à des documents supplémentaires dans la soumission » doit comprendre des renvois à la soumission, ce qui pourrait être le curriculum vitæ de la ressource.

Q6. Y a-t-il actuellement des titulaires qui exercent ces fonctions?

- R6. Conformément à l'article 3.2 de l'annexe A, Énoncé des travaux;

Il est à noter qu'il s'agit d'un nouveau besoin et qu'aucune ressource n'effectue actuellement des tâches semblables telles que décrites dans l'Énoncé des travaux.

DEMANDE DE SOUMISSIONS N° W6381-150009/B
MODIFICATION 001

Q7. Objet : Document joint 2

2. Nombre de curriculum vitae

Le soumissionnaire doit proposer une ressource et joindre à sa soumission le curriculum vitae à jour de l'architecte-conseil de l'organisation proposé.

b. Nombre de curriculum vitae

Le soumissionnaire doit proposer une ressource et joindre à sa soumission le curriculum vitae à jour du modélisateur de données/modélisateur en GI proposé.

Le MDN pourrait-il confirmer que les soumissionnaires sont invités à proposer un architecte-conseil ou un modélisateur de données/modélisateur en GI, ou les deux s'ils le souhaitent?

R7. Veuillez noter que le MDN veut obtenir des soumissions proposant un architecte-conseil ET un modélisateur de données/modélisateur en GI.

2) Changements à la DP

a. Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires

SUPPRIMER : 2003 (2014-09-25), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels

INSÉRER : 2003 (2015-07-03), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels

b. Partie 7 – Clauses du contrat subséquent

7.4 Clauses et conditions uniformisées

SUPPRIMER : 2035 (2014-09-25), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Le texte de la sous-section 4 de la section 41 - Dispositions relatives à l'intégrité - contrat, Conditions générales 2035 mentionnées ci-dessus est remplacé par :

Pendant toute la durée du contrat, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour une liste de toutes les personnes qui occupent un poste d'administrateur de l'entreprise et envoyer un avis écrit à l'autorité contractante chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit également fournir les formulaires de consentement correspondants.

INSÉRER : 2035 (2015-07-03), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

c. 7.14 Ordre de priorité des documents

SUPPRIMER : c. les Conditions générales 2035 (2014-09-25);

DEMANDE DE SOUMISSIONS N° W6381-150009/B
MODIFICATION 001

INSÉRER : c. les Conditions générales 2035 (2015-07-03);

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.
